



Essais

S'affranchir d'un monde désenchanté

Jacques Delors hier et aujourd'hui

Nadège Chambon

Stéphanie Baz-Hatem

Jacques Delors, hier et aujourd'hui

Stéphanie Baz-Hatem – Nadège Chambon

Jacques Delors,
hier et aujourd'hui

S'affranchir d'un monde désenchanté

Préface du père Henri Madelin

Desclée de Brouwer

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sans relâche, parfois même bourreau de travail, son cabinet à la Commission sera d'ailleurs longtemps surnommé le « bain ». En effet, pendant de nombreuses années, Jacques Delors est le premier arrivé et le dernier parti du bureau. Refusant la fainéantise, sa devise est : « Travailler beaucoup pour se reposer un peu. »

Employé dès l'âge de 19 ans à la Banque de France, il fait preuve d'une grande soif d'actualité, de débat intellectuel et n'est jamais en situation d'ignorer un fait marquant ou une tendance de fond. Fêru de lecture, il dévore chaque matin les titres de presse, en commençant par *l'Équipe*, et rares sont les articles marquants dont il n'a pas connaissance. Impatient de connaître les choses qui l'entourent, il ne veut rien laisser passer. Cette caractéristique s'accompagne d'une reconnaissance sincère envers ceux qu'il apprécie : Jacques Delors ne se targue jamais d'avoir accompli quelque chose s'il n'en est pas l'auteur, et met toujours en lumière ceux qui l'ont aidé.

La dévotion pour la collectivité, le désintéret pour la gloire personnelle

Fin stratège et meneur d'hommes lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre un dessein pour la collectivité, il est récalcitrant aux calculs politiques à des fins purement personnelles, comme en atteste son refus d'être Premier ministre. Ce désintéret pour son statut et sa carrière lui offrent une liberté de pensée et une authenticité certaines. Il endosse d'ailleurs aisément, voire revendique qu'il n'a jamais été un véritable homme politique (« Il y a de nombreux aspects dans la politique que je n'aime pas⁶ »), il se préfère « homme utile » à la société. Dans le film documentaire de la collection « Empreintes », que Valérie

Manns et Antoine Roux lui ont consacré, il confie que les années post-Commission lui rendent l'existence parfois difficile car il est hanté par la nécessité de se rendre utile à la société mais n'en a plus les moyens concrets.

Jacques Delors fait partie de ceux qui n'apprécient guère d'entrer dans une salle bondée prête à l'acclamer, fait plutôt rare en politique. Il raconte souvent une anecdote : lorsqu'il était enfant, un dimanche en balade avec son père, il croise un homme soi-disant « très important » de sa région qui se fait appeler « Monsieur le ministre » et se vexe qu'on l'appelle autrement. Plus tard, le jeune Delors réalise que cet homme n'a jamais été ministre mais simple conseiller et sera marqué à vie par ce type d'attitude. *A contrario*, Jacques Delors, à plus de 88 ans, doute encore de ses capacités, au grand dam de ses collaborateurs.

À Notre Europe – Institut Jacques Delors, depuis plusieurs années, il s'intéresse à chaque membre de l'équipe, y compris lorsqu'il ne travaille pas directement avec eux. Il fait cas des autres avant de s'attaquer aux dossiers européens plus épineux avec considération. Lors des déjeuners de travail, il préfère les rencontres avec les petits patrons de bistrot plutôt que les relations mondaines avec le tout-Paris.

La foi : une revendication sans ostentation

Je tiens absolument à garder mes convictions pour moi même, pour ma famille. Je demeure allergique à toute affirmation publique de mes convictions religieuses et à tout lien avec ce que je pense et ce que

*je fais dans le
domaine politique.*

Entretien avec *Panorama Magazine*,
2004.

La religion façonne le garçon qu'il est avant de devenir l'homme politique que l'on connaît. Catholique pratiquant, il est dans la continuité d'un courant peu présent sur la scène politique française : le catholicisme de gauche. Indissociable de sa foi, il est l'avocat de la laïcité – en témoigne son action en faveur de la déconfessionnalisation de la CFTC. Bien que sa religion inspire certains de ses combats politiques : sa volonté de lutter contre l'inégalité des chances et la pauvreté ou encore, ses efforts pour relancer une réflexion sur la dimension spirituelle de la construction européenne. Alors Président de la Commission il déclare ainsi : « *Si dans les dix ans nous n'avons pas réussi à donner une âme, une spiritualité, une signification à l'Europe, nous aurons perdu la partie.* » Jacques Delors s'attache à la dimension spirituelle du politique mais n'en fait pourtant pas sa marque de fabrique, la presse s'en occupe malgré lui. Comme il l'exprime à Dominique Wolton dans *L'Unité d'un homme*⁷ : « Je suis agacé par le fait que les journalistes m'ont affublé de ce titre catholique. Encore une fois, je n'ai aucune pratique ostentatoire de la religion. » Dans un récent portrait de lui, on peut lire : « S'il n'a jamais nié son identité catholique, la foi de Jacques Delors est absente de sa personnalité publique : jamais il n'interviendra sur les questions religieuses⁸. » Il met un point d'honneur à séparer ses croyances religieuses de son action politique. La foi de Jacques Delors devient palpable pour ceux qui le côtoient ou l'interrogent lorsque les sujets abordés effleurent son intimité. Ainsi, face à la mort de l'ancien Premier

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

L'enfance de Jacques Delors est privilégiée par rapport à ses camarades qui quittent l'école pour rejoindre le monde du travail malgré eux. Marqué par ce qu'il observe, son objectif constant depuis est de faire de sa propre utilité une priorité. Sa plus grande crainte est d'être inutile à la société, comme s'il avait la sensation permanente d'avoir une dette à rembourser. À près de 90 ans, il affirme d'ailleurs qu'il « envie » les personnes qui savent se rendre utiles au quotidien.

Négociation en politique et dialogue permanent

Jacques Delors, homme d'écoute, prend toujours en considération l'avis de ceux qui l'entourent avant de se décider. Il défend fermement ce qu'il estime juste mais en homme de dialogue, sa recherche du consensus a ponctué sa carrière, particulièrement lorsqu'il était à la tête de la Commission européenne. Pour Alain Duhamel, « Delors recherche le consensus, avance empiriquement mais sans relâche, imagine les mécanismes ingénieux qui permettent de progresser sans choquer ni heurter ». Depuis 1996, il entend faire passer ses idées par des entretiens accordés aux médias européens, ses interventions publiques, ou les activités de son *think tank* et les différentes fonctions qu'il a assurées. Contourner ses interlocuteurs ou décider autoritairement n'est pas sa méthode. Ses armes sont l'explication, l'argumentation et les formules audacieuses. Il réalise ce dialogue permanent en discutant, écoutant, comparant mais aussi, en laissant la porte de son bureau ouverte. Au pouvoir pendant les dix années à la tête de la Commission, l'ancien président s'est distingué par sa volonté de faire jouer la négociation dans de nombreuses situations, notamment avec les représentants des trois religions

monothéistes. À Bruxelles, il organise à de nombreuses reprises des rencontres entre leurs représentants avec pour objectif de faire de l'appartenance religieuse un atout pour la paix, le dialogue et le progrès.

Le pessimisme actif de Jacques Delors

Je suis trop socialiste pour la droite et trop pragmatique pour la gauche. Je suis aussi ce que l'on appelle un pessimiste actif. Le pessimisme m'empêche d'être content de moi-même, mais actif car rien ne peut me décourager.

Extrait du film documentaire
« Empreintes »

Jacques Delors se définit comme étant un pessimiste actif. L'expression « pessimiste actif » signifie que la solution se trouve dans l'action. Reste simplement à savoir comment et quand agir, et surtout à avoir les moyens d'agir. Lorsqu'il décèle un dysfonctionnement, plutôt que de se précipiter dans la critique et le dénigrement, il recherche des solutions et le moment opportun pour s'exprimer. Dans le contexte de la crise de la zone euro, il préfère ainsi proposer des remèdes plutôt que de seriner « je vous l'avais bien dit », ne voulant pas se positionner en donneur de leçons.

La foi dans la vie

*Il s'agit de repartir tous les matins
sans se faire
d'illusion sur la condition humaine
tout en ayant
pour but principal d'essayer de
l'améliorer.*

Entretien avec *Panorama*, 2004.

Qu'est-ce qui fait donc encore courir Jacques Delors à près de 90 ans ? La foi en Dieu et la foi dans la vie qui lui permettent d'arpenter les chemins parfois sinueux du quotidien. La valeur travail est finalement celle qui le façonne depuis son enfance puisqu'il travaille depuis 67 ans. « Si je m'arrête, je meurs », dit-il souvent, sur conseil de son médecin traitant. Également, une volonté permanente d'apprendre tout au long de la vie.

Malgré une vision lucide du monde qui l'entoure et sans vouloir atténuer la gravité des crises à répétition que traverse l'Europe, il garde au fond de lui un optimisme qui lui permet d'avancer au quotidien et de garder espoir pour le monde de demain : « J'aimerais d'abord que les Français soient plus optimistes. Nous devons avoir confiance en l'avenir²⁵. »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Outre l'ouvrage écrit conjointement avec son collaborateur du CERC, Michel Dollé, Jacques Delors cite régulièrement ces deux auteurs dans la lutte contre les inégalités sociales et de la réforme de l'éducation. « Le dernier élément sur lequel je voudrais insister c'est la notion proposée par Amartya Sen, la "capabilité". Cela veut dire que l'angoisse des éducateurs et des responsables de la scolarité, est de rendre chacun capable d'affronter les problèmes de la vie. Et cette "capabilité" ne se juge pas uniquement par le diplôme ; elle ne se juge pas uniquement par des expériences orales, ni même par la première expérience professionnelle ; elle implique une conception plus large. Ce n'est pas simplement la rencontre d'un cursus avec la description d'un job. C'est beaucoup plus que cela³⁶. »

En 2012, Jacques Delors affirme ainsi : « L'autre question centrale, celle de l'égalité des chances, est également au centre de toute réforme. J'y ai adjoint la notion de « capabilité » [...] cette notion m'a beaucoup aidé ces dernières années, chaque fois que j'étais sollicité sur des questions d'éducation, parce qu'il me semblait que ces réflexions conduisaient à considérer d'une autre manière les questions liées au marché du travail, d'équilibre entre l'offre et la demande d'emploi³⁷. »

Repenser l'égalité par la formation pour tous

*Le but essentiel de la politique est de
donner à chacun la
capacité de réussir sa vie, de
comprendre la société, de
progresser et d'entretenir sa*

connaissance. Plus vous êtes capables, plus on vous donne les moyens, plus vous êtes responsables, c'est ça le but de la politique. Cela provient de mon expérience de jeune garçon.

Premières actions en faveur de l'égalité des chances avec le projet de « Nouvelle société » : changer la société française

À force de travail, Jacques Delors fait évoluer sa carrière à la Banque de France jusqu'en 1962, en gravissant les échelons un à un, et devient membre du Conseil économique et social puis chef du service des affaires sociales au Commissariat au Plan, jusqu'en 1969 où il est nommé secrétaire général à la Formation permanente et à la Promotion sociale. Membre du cabinet du Premier ministre gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il parvient à travailler avec la droite dans la mesure où il peut défendre ses idées d'homme de gauche. Dans la France post-soixante-huitarde, c'est l'époque des grands changements et de la mise en œuvre de nouvelles idées. À la marge de ses missions, il continue ses activités syndicales, avec son épouse qui a toujours partagé son sens du collectif. On lui confie les affaires économiques et sociales, notamment parce qu'il ne rompt jamais avec le terrain.

Au début des années 1970, Jacques Delors a 45 ans et la France se renouvelle dans de nombreux domaines, surtout dans les affaires sociales. Dans l'après mai 1968, l'envie d'acquérir de nouveaux droits et de balayer l'ordre établi voisine avec les grèves des travailleurs non qualifiés et la remise en cause du

système éducatif. C'est aussi le soulagement dans le monde de l'emploi avec un niveau de chômage moins important. Mais le taux de scolarisation ne se porte pas au mieux : on compte à l'époque cent mille décrocheurs de l'enseignement secondaire et soixante mille étudiants qui ne terminent pas leur première année à l'université. Jacques Chaban-Delmas, qui souhaite tisser un réseau efficient de relations industrielles – aujourd'hui nommées « dialogue social » –, demande alors à Jacques Delors, de trouver des propositions concrètes pour améliorer cette situation d'inégalité au sein de la nouvelle société. L'éducation devient ainsi l'objet de réflexion du futur ministre.

« J'avais derrière moi le souvenir de l'école communale, de l'inégalité des chances entre moi, qui pouvait aller au lycée et ceux qui étaient contraints d'entrer dans la vie professionnelle sans bagage suffisant. Je dis « contraints » non pas par mépris mais parce qu'ils avaient, eux aussi, des envies d'aller plus loin, d'apprendre plus, et par conséquent, je retrouvais là une préoccupation qui a toujours été la mienne : comment donner à chacun l'égalité des chances³⁸ ? »

Jacques Delors est alors conseillé par Bertrand Schwartz³⁹, qui lui apprend tout ce qu'il sait sur la formation professionnelle. Il est aussi inspiré par la loi de 1966 de Michel Debré sur la formation permanente et par celle d'Edgard Faure, ministre de l'Éducation nationale, en 1968, qui marque une rupture dans l'enseignement français. Il intègre ainsi les revendications du mois de Mai 1968, notamment la participation à la gestion des établissements de tous les acteurs de l'enseignement et la facilitation de l'interdisciplinarité. Jacques Delors demande un accord interprofessionnel avant la loi, qui daté du 9 juillet 1970 aboutit un an plus tard à la loi de 1971, dite « loi Delors ». Elle consacre un « droit à la formation

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

IV

L'éducation, un véritable trésor caché

*Mon objectif est précisément de
montrer qu'il y a au-delà
des conceptions politiques et
philosophiques de l'exis-
tence, quelques principes généraux
sans lesquels
l'éducation ne peut pas exercer
pleinement sa mission au
service des hommes et de la société.*

Depuis une vingtaine d'années, Jacques Delors est l'un des porte-parole, mondialement reconnu, des politiques d'éducation. L'homme a considéré tout au long de sa vie professionnelle ce domaine d'action comme valeur fondamentale, valeur refuge, essentielle au fonctionnement d'une société équilibrée et juste.

Le rapport de l'Unesco pour l'éducation : une mission universelle

Un engagement précoce dans les mouvements d'éducation

Dès son plus jeune âge, Jacques Delors développe un goût

prononcé pour la transmission du savoir. Enfant, sans être le premier de sa classe, il a de bons résultats à l'école et franchit les étapes scolaires avec succès et enthousiasme. Il s'intéresse beaucoup à l'apprentissage : petit, il a soif d'apprendre, adulte, il a envie d'améliorer sans cesse ses connaissances. Durant ses jeunes années à la Banque de France, en l'espace de trois ans, il passe des concours et atteint un statut assez enviable pour son âge. Il comble ainsi l'absence d'études supérieures dans sa formation initiale par les cours du soir. La loi sur la formation permanente en 1971, est l'un de ses plus grands accomplissements politiques.

Jacques Delors passe de l'autre côté de la barrière, en étant professeur d'économie à l'université Dauphine dans les années 1970 et en usant de ses talents de pédagogue. Dans sa vie privée, avec ses enfants, il a le souhait de leur donner la meilleure éducation possible et demande à sa femme de s'en charger à plein temps, en quittant son emploi à la Banque de France. De son côté, même s'il n'est pas très présent physiquement, il s'attache à donner une éducation stricte et la plus complète possible. C'est ainsi qu'il déclare en 2010 au sujet de Martine Aubry : « Ma fille, je lui ai transmis avec sévérité tout ce qu'elle devait savoir entre 0 et 20 ans⁴⁸. » C'est enfin le président Delors, en 1987, qui fait naître le programme européen Erasmus consistant en la possibilité pour les étudiants de faire des échanges universitaires en Europe. « La culture cela se vit. Je suis content d'avoir créé le programme d'échanges d'étudiants lorsque j'étais président de la Commission⁴⁹ », dit-il au journal *La Croix* en 2010.

Le programme européen, immortalisé dans le film *L'auberge espagnole* de Cédric Klapisch (2002), a récemment fêté ses 25 ans et prouvé son succès : depuis sa création, il a révolutionné le

système éducatif en Europe en permettant à plus de 1,5 million d'étudiants d'effectuer une partie de leur diplôme dans un autre pays que le leur. Avec le recul, l'ancien président de la Commission affirme : « Le succès indiscutable du programme Erasmus constitue une des contributions essentielles à l'Europe des citoyens pour laquelle il y a tant à faire. [...] En premier lieu Erasmus contribue à la politique de l'emploi en ouvrant de plus larges possibilités aux étudiants qui ont suivi ce programme. En second lieu, Erasmus rappelle le rôle – un peu trop oublié – des universités, leurs responsabilités politiques et sociétales, leur contribution au débat d'idées et à la recherche du bien commun⁵⁰. »

Le rapport pour l'Unesco

Nommé rapporteur, expert et porte-parole du rapport sur l'éducation

À la fin de la décennie passée à la tête de la Commission européenne, Jacques Delors est nommé président de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle par le directeur général de l'Unesco, Frederico Mayor, qui lui confie le soin de réfléchir sur ce sujet. L'Unesco s'interroge alors sur la capacité des systèmes éducatifs au sein des sociétés modernes et sur leur capacité à assurer leur développement. L'objectif du rapport est donc d'apporter des réponses claires à ces questionnements et des propositions concrètes pour l'avenir. L'éducation y est conçue comme un vecteur de dialogue entre les peuples pour essayer « non pas d'unifier le monde mais d'en rapprocher les différentes parties dans leurs diversités ».

Jacques Delors remplit avec intérêt et efficacité sa mission.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

V

À la recherche de la démocratie sociale

J'ai fait beaucoup pour le dialogue social et pour la dimension sociale en Europe. Et je suis au regret de constater que le dialogue social est aujourd'hui absent et sans consistance. Et pourquoi cela me contrarie-t-il ? Non pas parce que c'est contraire à ce que j'ai essayé de faire, mais parce que le dialogue social est, à côté du système parlementaire, un des fondements de la démocratie.

« Pour un renouveau en Europe »,
2012

Dans les années 1950, les réflexions de Jacques Delors sur les relations industrielles sont remarquées alors qu'il est animateur du club Citoyen 60 et membre de la CFTC. Influencé par les penseurs de la société industrielle et le personnalisme d'Emmanuel Mounier, il observe les blocages qui entravent la liberté et la dignité de l'homme contemporain, pour beaucoup liés au système économique. Pour lui, la société ne se résume pas à trois grands piliers « gouvernement – opinion publique – marché », mais comprend également une myriade de corps

intermédiaires incluant les syndicats.

Afin de ne pas laisser un vide entre gouvernants et gouvernés dangereux pour la démocratie, il encourage ces organisations à jouer un rôle pivot en exprimant aux responsables politiques les aspirations des citoyens d'une part, en expliquant aux citoyens les options proposées puis les décisions prises par les gouvernants d'autre part. Les réflexions du jeune Delors l'amènent à proposer une réinvention du rôle à l'État dans les relations sociales qui inspirent la Nouvelle Société de Jacques Chaban Delmas. Dans le droit fil des sociaux-démocrates allemands et scandinaves, ses propositions ont pour ambition d'impliquer les travailleurs et leurs représentants syndicaux dans les évolutions sociales, économiques et politiques.

À ses yeux, l'urgence intellectuelle et politique de notre époque est de réconcilier l'économique et le social. Pour la Fondation Friedrich Ebert (2009), la démocratie sociale veille à s'assurer que les « structures démocratiques et les droits fondamentaux sont effectivement à la disposition de tout un chacun⁵⁹ » ; en bref, elle ne se contente pas d'une définition théorique de la démocratie. Les droits de l'homme doivent être concrétisés, dans la réalité économique, sociale et politique.

La démocratie sociale reconnaît également qu'il existe une tension entre démocratie et capitalisme : « Le capitalisme de marché contient des forces diffuses qui favorisent les inégalités et les insécurités ; elles peuvent donc ainsi mettre en danger les bases de la légitimité et de la stabilité démocratiques. »

Pour réguler les relations entre loi du marché et démocratie, la négociation entre les acteurs sociaux joue donc un rôle essentiel. Il s'agit d'assurer les conditions réelles d'existence des valeurs fondamentales : liberté, égalité, fraternité (synonyme de « solidarité »). C'est une démarche pour concrétiser des

valeurs, non une idéologie. L'État se voit donc dans l'obligation de devenir le garant actif de ces droits, essentiellement par des infrastructures, la protection pour tous ; la création d'opportunités grâce à la redistribution ; l'assurance que les intérêts des travailleurs et que les « structures démocratiques » soient représentées et intégrées dans l'économie de marché.

L'une de ses premières actions en tant que président de la Commission européenne consiste à relancer le dialogue social avec les entretiens de Val-Duchesse, qui réunissent la Confédération européenne des syndicats et deux syndicats patronaux (CEEP, UNICE).

La démocratie sociale au cœur du delorisme

Connaissez-vous l'histoire de la poule qui rencontre un cochon et lui dit, les yeux dans les yeux : « Sais-tu que nous pourrions, tous les deux, faire de grandes choses ensemble ? – Ah, dit le cochon qui n'y avait pas pensé, mais quoi encore ? – Eh bien, dit la poule, des œufs au jambon, par exemple... » – et le « Oui du cochon qui, une fois rentré à la maison, comprend, mais un peu tard, que lui va finir en tranches.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

dans laquelle elle va sur les plans économique, social et politique, si elle continue comme elle le fait.

Après 1995, il manifeste parfois un désaveu marqué devant l'oubli de l'esprit de solidarité sur le plan européen. C'est le cas lorsque la Cour de Justice de l'Union européenne prend les arrêts Viking et Laval, très débattus, relatifs aux relations entre le marché intérieur (liberté de fournir des services et liberté d'établissement) et les droits syndicaux fondamentaux (action collective et accords collectifs) : « À la place d'une décision politique, il est possible aux partenaires sociaux d'avoir un accord qui ensuite aura force de loi. Je dis cela parce qu'il y a eu des arrêts de la Cour de Justice sur les affaires sociales en Suède qui ne sont pas dans cet esprit. » Il exprime aussi un regret face à la panne du dialogue social européen : « Vous, les gouvernements, nous n'avons pas réussi à faire prendre confiance à l'opinion publique des formidables mutations qui affectent notre société. » Lorsque l'agenda communautaire lui en offre l'opportunité, il dessine de nouveaux horizons pour la relance d'un dialogue social en Europe, comme à l'occasion du rapport Monti-Barnier, « Un acte pour le marché unique » : la reconnaissance des qualifications professionnelles, la certification européenne des compétences, la portabilité des pensions, la mobilité transfrontalière, mais aussi le développement des entreprises de l'économie sociale, la nécessité de clarifier la référence au contenu de la cohésion sociale⁷⁸.

La démocratie sociale face aux mutations

contemporaines

L'offensive ultralibérale continue et voudrait nous inviter non seulement à nous réformer mais à abandonner nos valeurs [...] qui ont fait la grandeur du socialisme démocratique et du mouvement ouvrier, tout en affrontant victorieusement les défis qui se présentent à nous [...] j'ai l'habitude de les résumer sous le terme de la "grande mutation." »

Jacques DELORS, « La politique sociale comme facteur de croissance », conférence sur « Les perspectives de l'Europe en l'an 2000 », Athènes, 30 juin 1997

Sous l'effet des mutations économiques contemporaines, les équilibres sociaux nés précédemment subissent de nombreuses évolutions. Les contours de ce nouveau paysage sont dessinés par la mondialisation, le passage d'une société fordiste à une société post-industrielle, ou encore l'emprise croissante des objectifs financiers sur la vie des entreprises... Les équilibres d'autrefois cèdent la place à une société et une économie mises en opposition frontalement. Jacques Delors voit croître la tension entre capitalisme et démocratie au fil des années 1990 et 2000 et s'y oppose : « L'économie ne peut pas être mise en conduite automatique sous la seule régulation des marchés. La

recherche d'une nouvelle synthèse entre l'économique et le social implique donc une réflexion qui met en cause la politique et le rôle des institutions élues par le suffrage universel. » Pour conjurer le malaise qui gagne l'Europe, il analyse ces changements et dégage des pistes à la recherche d'une nouvelle synthèse entre l'économique et le social.

Les compromis de la démocratie sociale menacés

Les acquis sociaux défendus depuis cent cinquante ans se trouvent menacés par trois défis : la globalisation, l'accélération du progrès technique qui bouleverse les conditions de production et rejette les travailleurs les moins qualifiés hors du système de production et les questionnements autour de l'État providence.

La mondialisation

Face à la mondialisation, la société française et ses voisines européennes craignent un nivellement des salaires par le bas et le creusement des inégalités. C'est effectivement ce vers quoi les Européens tendent inexorablement s'ils choisissent de défendre la compétitivité des bas salaires face à celle de la main-d'œuvre des pays en développement. « Nos sociétés sont confrontées à un risque croissant de fracture sociale entre ceux qui reçoivent une bonne éducation, obtiennent des emplois de qualité, bénéficient des gains offerts par la mondialisation et ceux qui manquent de qualifications, n'ont pas d'emploi, sont exclus et luttent pour s'en sortir. C'est la cohésion de nos sociétés qui est en jeu⁷⁹. » Pour échapper à cette fatalité, c'est le modèle social et les stratégies des firmes qu'il faut repenser.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

mettre à notre service, tout ça, ce n'est rien. Le paysan sait cela. Mon grand-père cultivait le blé, du blé noir. Il voyait que la récolte ne serait pas bonne, presque nulle, après huit mauvais jours et disait : "Mon garçon, on recommencera l'année prochaine." Cette école de la confrontation avec la nature, à la fois riche, généreuse et hostile, difficile à maîtriser, je crois que c'est un élément essentiel de l'humanisme. » C'est ainsi qu'il s'érige en adversaire des apôtres d'un développement « tout-urbain » et qu'il plaide en faveur d'un développement territorial dans lequel le monde rural et l'agriculture jouent un rôle équilibrant et moteur, y compris dans les sociétés contemporaines.

La politique économique au service d'un nouveau modèle de développement

*Quand j'entends nos chefs de
gouvernement aujourd'hui
parler de croissance, j'ai l'impression
qu'ils ont oublié ce
qu'ils ont fait depuis vingt ans.*

« Pour un renouveau de l'Europe », Jacques Delors,
Tribune, *Notre Europe*, 11 avril 2012.

En quête de solutions pour trouver une issue à une croissance économique anémiée, caractérisée par une sous-exploitation de la main-d'œuvre (chômage) et une surexploitation des ressources naturelles, Jacques Delors propose, avec le Livre blanc de 1993, la mise en œuvre d'un

nouveau modèle de développement pour passer de « la croissance quantitative des *Golden sixties* à un développement durable et plus harmonieux⁹⁴ ». En 1997, il dessine plus précisément pour la France les contours et les leviers de ce nouveau modèle de développement. Non suivi dans les faits, en 2012 ce nouveau modèle de développement garde sa pertinence mais n'inspire pas encore de politique publique. Pour Jacques Delors, la politique économique est dominée par la doctrine « budget-monnaie » qui se borne à évaluer les performances à l'aune des chiffres. Cette position l'amènera au moment des négociations des critères de Maastricht à plaider en faveur d'une distinction entre des niveaux d'endettement équivalents selon qu'ils traduisent un investissement dans des biens collectifs ou non, d'après la vision keynésienne de la dépense publique. Il dénonce également le dogme de la compétitivité, lorsqu'elle est envisagée comme une fin en soi, considérant que les gains de productivité, redistribués judicieusement, assurent les conditions d'une société solidaire. Cette manière de penser l'activité et la richesse au sens large l'amène à porter de l'intérêt à des sujets peu débattus dans les forums internationaux tels que l'aménagement du territoire, la recherche et la technologie, la politique culturelle, plus particulièrement le monde rural, la croissance endogène ou encore l'économie sociale.

Trois chantiers de politique économique non dogmatiques

Le monde rural et les agriculteurs trop oubliés

Pour Jacques Delors, le monde rural, la nature, l'agriculture et le territoire sont essentiels à l'équilibre des sociétés. Dans le

monde du « vite avalé, vite digéré, vite oublié », « la nature tape à la porte et dit non. C'est beaucoup plus compliqué que cela et pour construire des hommes et des femmes. [...] L'image rurale resurgit dans ce monde des apparences et des médias⁹⁵ ». Porteurs de « petits signes d'un autre modèle de développement » les territoires ruraux sont vecteurs de valeurs qui redonnent sens à une modernité qui en a perdu. L'agriculture synthétise ce que notre monde en déclin recherche : à la fois la sécurité et la stimulation, entre la responsabilité et la solidarité, que l'on retrouvait dans les villages. C'est ainsi que Jacques Delors intervient fréquemment pour rappeler que l'ordre économique moderne oublie trop souvent les agriculteurs et le monde rural, pourtant essentiels aux équilibres économiques, sociaux et sociétaux. Il fait même de l'agriculture la colonne vertébrale de notre civilisation, parrain de l'association fondée par Raymond Lacombe, Sol et Civilisation : « Le territoire est la matrice des relations humaines. La pleine conscience des interactions homme-milieu se perçoit dans le territoire. Donc le territoire est appelé à devenir, si nous ne devenons pas fous, un élément essentiel de la reconstruction d'une société où le lien social reprendrait de l'importance⁹⁶. » Son attention à l'agriculture se manifeste également dans son intérêt pour la politique agricole commune, qu'il considère incluse dans le « contrat de mariage » qui lie les Européens, et de rappeler, en 2010, qu'elle a fait l'objet « d'un transfert de souveraineté considérable : plus de 70 % des dépenses agricoles sont assurées par le budget commun ».

Croissance endogène et initiatives locales au service du développement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

indirectement aidés par les États et les citoyens pour le sauvetage des banques puis sur le devant de la scène pour élever les taux d'intérêts de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne sous prétexte d'un endettement trop élevé.

L'appel à l'audace contre le laisser-faire

Le saut vers une monnaie européenne est plus radical que celui d'avoir choisi le marché unique ou bien d'autres choses. C'est un saut radical avec ses exigences particulières et peut-être que, depuis 15 ans, nous ne l'avons pas assez compris¹⁰⁸.

Jacques DELORS, Discours au Parlement européen, 2002.

Pour Jacques Delors, par le truchement de l'euro, c'est toute l'aventure collective européenne qui est menacée. À l'origine de cette situation, la frilosité des États à adopter les solutions de coopération, de mutualisation et d'intégration qui permettraient d'endiguer durablement la crise. Face aux réticences, Jacques Delors appelle les chefs d'État et de gouvernement à faire preuve d'audace généralisée pour pérenniser le vivre-ensemble européen et sauver l'UEM.

Les chantiers pour parachever l'euro, la vision

deloriste de l'UEM

Réduire l'hétérogénéité de zone euro

La majorité des économistes allemands ne partage pas la vision deloriste de l'UEM car ces derniers « restent sur une position très dogmatique fondée sur l'indépendance de la Banque centrale et sur un réflexe de méfiance qui assimile la France à la planification et à l'intervention de l'État¹⁰⁹ ». Néanmoins, Helmut Schmidt, chancelier de la RFA de 1974 à 1982, qui fait figure de sage outre-Rhin, partage sa volonté de parachever la zone euro. Les deux démocrates sociaux rappellent conjointement l'historique de l'UEM née inachevée dans le rapport « Parachever l'euro¹¹⁰ » en 2012.

L'objectif ultime du parachèvement de l'euro pour Jacques Delors devient son leitmotiv : il faut impérativement réduire la trop grande hétérogénéité des économies et des politiques économiques européennes en se dotant d'outils qui facilitent la convergence. Il préconise de renforcer la coopération des politiques économiques nationales, qui « n'en est encore qu'au stade de la surveillance multilatérale. Mais elle doit s'approfondir pour éviter les chocs asymétriques à l'intérieur de l'Union et pour maximiser les chances d'un développement durable¹¹¹ ».

Le chantier pour parachever l'euro est triple : économique, technique et institutionnel

Trois recommandations sont formulées par Jacques Delors dès les années 1990 pour achever l'UEM. D'abord, la

coordination des politiques économiques nationales éviterait qu'une évolution trop dissemblable des économies de la zone rende impossible toute politique monétaire. Ensuite, la création d'un fonds européen de régulation conjoncturelle pallierait aux ralentissements temporaires de pays privés de dévaluation compte tenu de leur appartenance à la zone euro. Enfin, une harmonisation minimale de la fiscalité empêcherait que les pays recourent au dumping social et fiscal pour devenir plus compétitifs. Cette harmonisation concernerait notamment l'assiette de l'impôt sur les entreprises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et autres placements.

Pour éviter de nouvelles crises, des propositions sont avancées par Jacques Delors, cette fois basées sur l'intégration, donc sur des délégations de souveraineté. C'est le cas de la proposition d'euro-obligations et *d'union bonds*¹¹², les obligations européennes. Tandis que les premiers doteraient l'UE de ressources financières supplémentaires, les secondes financeraient des investissements d'avenir que les Européens ont gelé depuis une vingtaine d'années. Certains, comme la chancelière allemande, y voient un risque fort de faire baisser la garde des États endettés et d'encourager les comportements non vertueux. Mais Jacques Delors s'oppose à cette conception : « Les euro-bonds, ce n'est pas la pompe à incendie, lancée de manière inconsidérée pour effacer les erreurs des uns et des autres. Les euro-bonds – proposés par Romano Prodi – doivent se faire selon des règles, ils seraient fondés sur le partage des responsabilités. Les euro-bonds, c'est la possibilité de créer un marché financier de l'euro qui est le support indispensable pour permettre à l'euro d'être une monnaie à la fois qui nous défend, mais aussi une monnaie internationale¹¹³. » Dans la grave tempête traversée par la zone euro, le *think tank* Notre Europe –

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

coopération. Toutefois, il se démarque de ces visionnaires par sa volonté d'impliquer davantage les citoyens que par le passé.

Un militant européen émancipé de ses pères

La fréquence de ses références aux fondateurs – Schuman, Monnet, De Gasperi, Spaak... – ne peut mettre en doute sa fidélité aux pères de l'Europe. Attaché à faire « fructifier l'héritage » durant sa présidence, il le fait sans idéaliser le passé. Sa volonté de mieux impliquer les citoyens dans la construction de l'Europe l'amène à prendre une relative distance avec la méthode passée. La question européenne longtemps limitée à des cercles restreints, s'est construite dans le manque d'information des citoyens affirme-t-il. Or, pour lui la légitimité de l'UE passe par la compréhension de son fonctionnement et par l'acceptation de ses finalités par les peuples. À partir des années précédant son mandat – avec l'élection au suffrage universel direct des parlementaires européens à partir de 1979 – s'opère un rapprochement entre l'Europe et les citoyens, qui se poursuit constamment après son départ.

Toutefois, la fin des années 1990 l'inquiète car si l'UE offre une transparence qu'aucun gouvernement national n'offre à ses citoyens (exception faite du Conseil européen), la juxtaposition de structures et la complexité croissante des procédures empêchent de comprendre qui décide en son sein. De plus avec l'extension confuse des prérogatives de l'UE, les citoyens peuvent avoir le sentiment que l'UE se préoccupe de ce qui ne la regarde pas. Pour lui, les causes de cette dérive prennent racine dans la méthode dite « de l'engrenage » adoptée par les Pères fondateurs, qui consiste à lancer par un processus d'intégration sectoriel (par exemple, le charbon et l'acier) une dynamique

d'intégration plus vaste et politique. Cette méthode a pour inconvénient de ne plus afficher explicitement, une fois le processus sectoriel enclenché, quelles compétences seront ultimement exercées au niveau supranational et celles qui demeureront de la compétence des États. Il ne s'agit pas pour lui de rejeter la méthode de l'engrenage économique, la seule réaliste et politiquement acceptable – lui aussi a dû s'y résoudre pour faire avancer l'intégration – mais de reconnaître ses insuffisances. « L'Europe politique, qui était l'objectif initial, a échoué trois fois avec le rejet de la Communauté européenne de défense, de la fédération européenne et du plan Fouchet. L'Europe s'est donc rabattue sur l'économie tout en gardant des institutions difficiles à comprendre. »

L'exigence démocratique, l'implication des citoyens

Jacques Delors se distancie des fondateurs ayant laissé trop longtemps le projet européen éloigné des citoyens – le contexte d'après-Guerre était largement hostile à l'idée d'intégration –, il ne cède pour autant rien aux anti-Européens et aux démagogues qui taxent l'UE de projet antidémocratique. « La dénonciation du déficit démocratique est aujourd'hui devenue un des passages obligés du débat européen. Et il est vrai que l'Union est loin, trop loin, de ses citoyens. Il est évident que nous pouvons et devons faire mieux en termes de transparence et de lisibilité. »

S'opposant à la réécriture du passé, il rappelle la réalité historique : « Il est évident que le projet européen a été, dès ses origines, et reste toujours aujourd'hui, intimement lié à l'idéal démocratique. Puisant ses racines spirituelles dans la résistance à tous les totalitarismes, il n'a cessé de renforcer sa vocation à

promouvoir la démocratie et le respect de la règle de droit. »

Pour Jacques Delors, les institutions communautaires sont insuffisantes et il est impératif de renforcer l'implication des citoyens pour bâtir une union de nature politique qui dépasse le grand marché. Cette conception exigeante du projet européen visant à créer une démocratie européenne lui a d'ailleurs valu le fruste « Up yours Delors » des tabloïds britanniques en 1990.

Son souhait de voir la démocratie de l'UE se développer l'amène à livrer de multiples combats contre les préjugés. Le premier préjugé consiste à nier l'existence d'une démocratie européenne. Bien qu'elle soit imparfaite, l'UE est pourtant la seule organisation internationale à disposer d'une Assemblée directement élue par ses citoyens. « Le Parlement européen est le moteur de la vie européenne, la preuve du caractère indispensable, vital de la démocratie représentative. Alors que certains, semblant ignorer cette réalité démocratique, préconisaient que, comme dans l'Agora grecque, nous soyons des centaines de millions à débattre de l'avenir de l'Europe au même moment, au même endroit¹³². »

Il combat ensuite l'idée que la démocratie européenne, plus que les nationales, serait en crise ; en refusant de faire de l'UE le bouc émissaire de notre « mélancolie démocratique », la crise concernant toutes les démocraties : « Au moment où les totalitarismes reculent et que la démocratie formelle s'étend, la vivacité de nos vieilles démocraties semble s'étioler. [...] le vice démocratique dont souffre aujourd'hui l'Europe réside avant tout dans le défaut d'implication des peuples et de leurs représentants, dans les processus diplomatiques et normatifs tant au niveau national qu'au niveau européen¹³³. » Outre la bataille des idées, il promeut de nouveaux instruments et de nouvelles méthodes. Tout d'abord, il encourage à rendre les débats

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

tolérance, d'égalité, de liberté) et des objectifs (la paix, la prospérité). C'est une identité politique démocratique qui, en référence au « patriotisme constitutionnel » de Jürgen Habermas, repose sur l'autonomie et la responsabilité. L'Europe c'est aussi une identité culturelle composée par une diversité qui est le « ferment constant de dynamisme des sociétés européennes¹⁵³ ». Elle puise ses influences dans une histoire culturelle riche faite de la démocratie grecque, du droit romain, des Lumières et des religions, « Bien sûr, l'Europe, c'est en partie le christianisme. Mais, c'est aussi le libre-examen, l'agnosticisme ou l'athéisme. Et j'ajouterais, n'en déplaise à certains : désormais, l'Europe c'est aussi un peu l'Islam », mais également d'influences agnostiques, de la libre-pensée, ou encore païennes : « Pensons à la passion de la Renaissance pour l'Antiquité ou à l'obsession romantique de la Nature¹⁵⁴. » Non seulement le pluralisme s'impose mais l'UE en a fait sa devise puisqu'elle se veut « unie dans la diversité ».

Réunir la famille européenne, les élargissements

Les pays de l'est de l'Europe étaient fascinés par deux réformes : l'Otan et la norme libérale. Ils allaient passer d'un régime dirigiste à l'économie de marché qui libérait tout. L'Union n'a pas su montrer sa spécificité qui est celle d'une économie sociale de marché.

Entretien avec Marcel GAUCHET

Pour Jacques Delors, la réunification de l'Europe doit être un idéal. Ainsi, l'élargissement de 2004, qui réunit la famille européenne avec l'entrée de douze États ayant vécu sous le joug communiste, représente « un grand bonheur politique et une chance historique¹⁵⁵ ».

Mais ce passage de la chute du Mur à la Grande Europe, une fête non célébrée, est éraillé de plusieurs regrets pour le Président de la Commission en 1989. D'abord il regrette que l'approfondissement de l'intégration européenne n'ait pas précédé le « grand élargissement » qu'il proposait depuis 1992. Ensuite, il regrette que les représentants des États de l'UE 15 n'aient pas expliqué à leur population « la grandeur du geste historique qui consistait à accepter les anciens pays du bloc de l'Est dans notre famille¹⁵⁶ », car cet élargissement représentait un véritable apport en termes de civilisation et de valeurs : « Les apports de ces pays, sont tout d'abord ceux de leur propre histoire. Beaucoup de ces pays ont été non seulement les victimes du communisme mais, pendant plus de cent ans, les jouets des grandes puissances au travers de traités qui faisaient, refaisaient ou défaisaient des nations. En second lieu, il y a la mentalité des nombreuses “petites nations”¹⁵⁷. » Il constate dès lors le malaise éprouvé depuis la réunification et appelle à poser les questions difficiles pour que l'élargissement ne soit pas l'addition de nos faiblesses, mais la conjugaison de nos forces : « L'arrivée de nouveaux pays nous contraint à une difficile réflexion sur la signification que nous entendons donner à l'“européanité”. Qui est européen ? Qui peut prétendre à l'adhésion ? Allons plus loin : qu'est-ce qu'une communauté politique ? Un club ? Une grande famille ? Une association¹⁵⁸ ? » Pour surmonter ce malaise familial, il propose de reconnaître également qu'il « faut du temps et cela, on ne

veut pas l'admettre, y compris chez les nouveaux adhérents [...] il faut créer un minimum d'esprit de famille, de compréhension des autres, de connaissance de leur psychologie et de leurs traditions nationales¹⁵⁹ ».

L'Europe sur la scène internationale

Faire vivre ensemble 500 millions d'Européens, c'est le projet qui touche le plus en réalité à cette tentative de maîtrise de la mondialisation que tout le monde voudrait pouvoir réaliser. Si nous réussissons [...] les historiens diront en 2020 que l'Europe a réussi la synthèse entre le jeu du marché - la compétition, la libre concurrence -, d'un côté, les règles nécessaires de l'autre, entre une certaine uniformisation inévitable et la préservation des identités et des talents¹⁶⁰.

Jacques DELORS, 2002.

Le positionnement international de l'UE s'inscrit dans cette tendance de long terme marquée par le risque de déclin démographique : « Nous représentions au début du siècle dernier 15 % de la population mondiale, aujourd'hui 6 % et en 2050, 3 %¹⁶¹. » Au début du XXI^e siècle, les Européens sont

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

personnaliste quand je vois les progrès de l'individualisme. »

PESSIMISTE-ACTIF : Jacques Delors se qualifie ainsi car le pessimisme l'empêche de se contenter de lui-même ou de ses actions, il ne l'immobilise pas, au contraire, il le propulse dans l'action pour aller plus loin. « Le pessimisme m'empêche d'être content de moi-même mais actif car rien ne peut me décourager. »

PRAGMATIQUE : Jacques Delors est plus soucieux de l'action et des résultats ainsi obtenus que par des considérations théoriques ou idéologiques. Il s'affranchit et il lutte contre des dogmatismes, quels qu'ils soient (ex. pensée unique) et d'où qu'ils viennent, y compris au sein de son camp. (Voir aussi « démocrate social » et « Fédération d'État nation »)

RÉFORMISTE : Lorsqu'il quitte ses principaux postes, il laisse l'empreinte d'un architecte et d'un bâtisseur infatigable, son obsession est de préparer un meilleur avenir. Ainsi les Commissions Delors conduisent de nombreux chantiers : relance du dialogue social européen (1985) et de l'intégration avec l'Acte Unique (1986) ; programme Erasmus (1987) ; rapport sur l'Union économique et monétaire (1989) qui donne naissance à l'euro ; traité de Maastricht (1992) ; Livre blanc pour une meilleure coordination des politiques économiques, « Paquets Delors » pour le budget européen, création du Comité des Régions (1993-1994).

RESPONSABILITÉ : Pour Jacques Delors la solidarité collective ne peut exister si chacun ne s'implique pas personnellement pour la créer dans ses différentes formes : solidarité de voisinage, solidarité mutuelle, solidarité nationale.

Si l'on peut se féliciter qu'en cas de crise, des mécanismes permettent de garantir entre 20 % et 30 % des revenus, le système de protection sociale « a pourtant son talon d'Achille car il crée une sorte de culture de la dépendance, [...] réduisant la volonté ou la capacité de nombreux individus à rechercher une solution à leurs problèmes. » Il s'alerte du manque de préoccupation pour les devoirs qui incombent à chacun, en tant que membre d'une collectivité. Face à l'érosion de la responsabilité individuelle, il en appelle à « une société active, qui fait appel à toutes les initiatives individuelles, permettant de créer des institutions fondées sur la solidarité ». Proposant une plus grande participation des citoyens dans les politiques de l'UE (*bottom-up*) et confiant des responsabilités aux acteurs locaux (ex. Leader), il rappelle que l'« on ne peut pas tout attendre de l'État. [...] Nous devons chacun assurer notre part. Le socialisme de demain est un socialisme d'initiative et de responsabilité individuelle ».

SYNDICALISTE : Proche d'une vision scandinave ou rhénane du dialogue social, Jacques Delors dénote dans un pays caractérisé par un monopole d'État sur les relations sociales et le conflit social. Il attribue une importance cardinale au système de relations sociales en France puis en Europe. En effet, les modèles sociaux européens reposent sur trois compromis qui canalisent les tensions entre économique et social : compromis entre État et marché ; compromis entre capital et travail – en période de plein-emploi – ; compromis entre État providence et liberté individuelle – reposant sur la sécurité sociale, les biens collectifs. Les partenaires sociaux négocient ces compromis avec le patronat et l'État. En participant aux conquêtes sociales ils contribuent à la fois au progrès individuel et au progrès collectif, il encourage donc leur développement et leur

implication dans la vie économique. Mais il s'oppose à ce que les revendications se limitent à la défense d'un corporatisme et incite à ce qu'elles bénéficient à l'ensemble des travailleurs en évitant de créer des rigidités supplémentaires pour l'économie.

TYRANNIE OU CULTE DE L'INSTANTANÉ : Constat par Jacques Delors que les sociétés contemporaines imposent presque systématiquement des réactions immédiates voire instantanées aux événements qui font l'actualité : il s'agit d'un vice pour l'ancien président de la Commission qui, plutôt que de réagir à chaud aux aléas du quotidien, mène une réflexion à long terme.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sécurité, les conditions de travail, l'information consultation des salariés, l'égalité hommes-femmes et l'intégration des personnes exclues du marché du travail. Selon Claude DIDRY, « L'émergence du dialogue social en Europe : retour sur une innovation institutionnelle méconnue », art. cit.

76. *Ibid.*

77. Jean-Louis ARNAUD, *La dimension sociale est l'un des cinq objectifs prioritaires de l'acte unique*, Notre Europe, séminaire n° 3.

78. Jacques DELORS, 18 mai 2011. *Cf.* note 72.

79. Jacques DELORS, « Affronter les mutations », discours au Congrès de la Confédération européenne des syndicats, « Temps nouveaux, nouveaux syndicats », Bruxelles, 5-7 février 1998.

80. Poul Nyrup RASMUSSEN, Jacques DELORS, *La nouvelle Europe sociale*, Parti Socialiste Européen, 2007.

81. Conférence internationale pour la réforme des pactes sociaux, 1999, *op. cit.*

82. Jacques DELORS, 5-7 février 1998. *Cf.* note 79.

83. Conférence internationale pour la réforme des pactes sociaux, 1999, *op. cit.*

Chapitre VI

84. « Il faut mener la bataille contre l’ultralibéralisme », entretien avec Jacques DELORS, propos recueillis par Guillaume DUVAL et Philippe FRÉMEAUX, *Alternatives économiques*, n° 146, mars 1997.

85. « Je suis tellement irrité par la pensée unique que j’en deviens très critique », entretien avec Jacques DELORS, propos recueillis par Denis CLERC et Guillaume DUVAL, *Alternatives économiques*, n° 223, mars 2004.

86. « La politique sociale comme facteur de croissance », conférence sur « Les perspectives de l’Europe de l’an 2000 », Athènes, 30 juin 1997.

87. « Dans les années 1980 et 1990, toutes les discussions politiques sur la répartition des richesses et des chances ont été conduites sans que l’on prenne en compte la jeunesse. J’ai mis en garde contre les risques encourus, mais on a préféré recourir à l’emprunt [...]. Aujourd’hui, les États européens sont plombés par leur dette, et ce sont les jeunes qui paieront. » Jacques Delors déplore une France « politiquement conservatrice », in Benoît FLOC’H, *Le Monde.fr*, 25 novembre 2011.

88. COMMISSION EUROPÉENNE, Livre blanc *Compétitivité, croissance et emploi*, 1993.

89. « Avons-nous trahi le projet économique et social de l’Europe ? », intervention de Jacques DELORS, Semaines sociales de France, 1996.

90. « La pauvreté et l’appauvrissement en Europe entre crise économique et sujets sociaux », Intervention du jeudi 11

novembre 2010, ACLI.

91. *Ibid.*

92. *Alternatives économiques*, mars 1997.

93. Jacques DELORS et Michel DOLLÉ, *Investir dans le social*, *op. cit.*

94. « Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle », COM (93) 700 final. Bruxelles, Commission européenne, 5 décembre 1993.

95. Jacques DELORS, « Réflexions et propositions pour un nouveau modèle de développement », mai 1997.

96. Jacques DELORS, Discours de clôture, 20^e Assises de Sol et Civilisation, 29 septembre 2011.

97. *Ibid.*

98. Préface de Jacques Delors à l'ouvrage *Regards croisés sur la politique de cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE : quel bilan 25 ans après le paquet Delors I et quelle perspective au-delà de 2013 ?*, L'ENA, 2012.

99. Marjorie JOUEN, « Le développement local en Europe : bilan et perspectives après la crise », *Bref*, n° 21, Notre Europe, 2011.

100. Jacques DELORS, « Réflexion sur la politique de cohésion », *Panorama*, automne 2012.

101. Jacques DELORS, *L'économie sociale et solidaire met en*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

social

L'Europe prise de court par la globalisation

Le mal chronique du chômage

L'érosion de l'État providence

L'environnement surexploité des sociétés urbaines

La politique économique au service d'un nouveau modèle de développement

Trois chantiers de politique économique non dogmatiques

Le nouveau modèle de développement

L'euro au bord du gouffre

Le vice de construction de l'euro

L'UEM sans pilote

La responsabilité morale et politique des chefs d'État et de gouvernement

L'Eurogroupe moralement et politiquement responsable de la crise

Le poison de l'idéologie financière

L'appel à l'audace contre le laisser-faire

Les chantiers pour parachever l'euro, la vision deloriste de l'UEM

Appel à une politique de croissance européenne

Au-delà de l'Europe : la proposition d'un Conseil de sécurité économique au G20

VII

Une vision pour le projet

Le militant européen après la Commission

Les trois dialectiques de la construction européenne

Une réflexion étayée par l'étude

La méthode de construction et ses limites

Un militant européen émancipé de ses pères

L'exigence démocratique, l'implication des citoyens

Un visionnaire pragmatique

Compétition, coopération, solidarité : principes indissociables pour le projet européen

Salut temps pour l'ouvrage

Malaise institutionnel : la méthode communautaire en panne

L'esprit européen s'étiolé

Un legs inachevé, les chantiers de la relance

L'Europe politique et les institutions : l'exigence d'efficacité

Au-delà des institutions, une Europe de chair et d'âme

Réunir la famille européenne, les élargissements

L'Europe sur la scène internationale

Conclusion : « N'ayez pas peur, nous y arriverons ! »

Glossaire des expressions delorienne

Index des noms propres

Notes de fin d'ouvrage

Bibliographie

Remerciements

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie
en mars 2014

N° d'imprimeur : XXXXX

Dépôt légal : mars 2014
Imprimé en France



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 – Perpignan
599/2014